



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 6 — 15 juillet 1973

sommaire

page 1 :

UNE FOIS DE PLUS, UN COUP
D'ETAT MILITAIRE EN AFRIQUE

page 3 :

UNE NOUVELLE MONNAIE,
MAIS LA MEME POLITIQUE

page 4 :

SOLIDARITE AVEC LA
LIGUE COMMUNISTE

page 5 :

QUELLE UNITE VEUT
"REVOLUTION-AFRIQUE" ?

page 8 :

UN EXEMPLE POUR TOUS
LES TRAVAILLEURS

page 9 :

COMBATTONS POUR NOS DROITS

prix: 1 Franc

UNE FOIS DE PLUS UN COUP D'ETAT MILITAIRE EN AFRIQUE

Un nouveau coup d'Etat militaire vient d'avoir lieu en Afrique. Cette fois-ci, c'est au Rwanda que l'armée s'est emparée du pouvoir. Le 5 juillet, le président Grégoire Kayibanda, au pouvoir depuis que le Rwanda avait accédé à l'indépendance, a été évincé par l'ancien ministre de la Garde nationale et de la Police, le général Habyimana.

Le nombre des dictatures militaires a encore augmenté en Afrique. Et c'est une évolution inévitable, du moins tant que les Etats africains seront au service des privilégiés ; et tant qu'ils seront en butte à des problèmes qu'ils seront incapables de surmonter. De ce point de vue, le cas du Rwanda est typique.

Ancien "protectorat" belge après avoir été une colonie allemande, le Rwanda est un petit pays très peuplé où la majorité de la population vit dans des conditions misérables. Le régime de Kayibanda était entièrement dévoué à l'ancienne puissance coloniale belge et il entretenait également des relations amicales avec l'impérialisme français. Les ressortissants de ces deux puissances impérialistes dominent entièrement l'économie, notamment la production du café, principale ressource. Ne serait-ce que pour maintenir l'ordre social dans ces conditions, le régime avait grand besoin de son armée.

Mais il en avait besoin également pour une autre raison. De profondes hostilités ethniques, qui reflétaient, dans une certaine mesure, des oppositions de classes, divisaient la population. Pendant des siècles, une petite minorité de féodaux d'origine ethnique tutsi dominait une majorité de paysans pauvres hutus.

Suivant la méthode que tous les pays de l'Afrique colonisée avaient connue, les colonisateurs s'appuyaient, en général, sur les féodaux tutsi pour maintenir leur domination et, lorsque ces derniers étaient récalcitrants, ils jouaient les ethnies l'une contre l'autre. Et si, au moment de l'indépendance, la majorité hutu a réussi à secouer le joug de la minorité tutsi, le problème était loin d'être résolu : à une domination à la fois sociale et ethnique a succédé une autre domination ethnique. Des affrontements violents opposèrent périodiquement les deux communautés, faisant parfois des milliers de victimes.

Là encore, pour maintenir l'"ordre" dans un pays déchiré, le rôle de l'armée n'a cessé de croître. Et l'armée a fini par en avoir assez de venir au secours du pouvoir civil, et elle a pris le pouvoir pour son propre compte.

Ce n'est certes pas en se réfugiant derrière les pouvoirs civils parlementaires que l'on peut sauver les pays d'Afrique de cette prolifération de dictatures militaires. D'ailleurs, ces pouvoirs civils sont, à la décoration près, aussi dictatoriaux que les dictatures militaires.

Nous savons qu'il n'y a pas plus de liberté dans le Sénégal "parlementaire" de Senghor ou dans la Mauritanie du civil Ould Daddah que sous la dictature militaire de Moussa Traoré au Mali par exemple. Et l'Etat ne pèse pas moins sur les pauvres gens dans les premiers cas que dans le second.

Non, les pays africains ne se débarrasseront des dictateurs en uniforme ou sans uniforme que si les travailleurs et les paysans pauvres prennent eux-mêmes le pouvoir et s'ils s'engagent hardiment dans un programme visant à l'égalité sociale et ethnique, en tendant une main fraternelle à leurs frères de classes des autres pays d'Afrique et du monde entier.

UNE NOUVELLE MONNAIE, MAIS LA MEME POLITIQUE

La Mauritanie, comme Madagascar, a rompu les accords monétaires avec la France afin de quitter la zone franc et de créer sa propre monnaie. Cette nouvelle monnaie est en circulation depuis le 8 juillet.

Est-ce pour cela que la Mauritanie aura pour autant obtenu son indépendance économique ?

Est-ce que le situation des travailleurs et des paysans pauvres mauritaniens aura pour autant changé à partir de ce moment ?

Non ! Pour s'en persuader, il suffit d'écouter les déclarations du ministre de la Planification et du Développement industriel le 11 décembre, lors de l'annonce de la nouvelle politique. Ce monsieur assure les investisseurs étrangers qu'ils trouveront dans l'avenir, comme par le passé, "la garantie qu'ils sont en droit d'attendre pour la rentabilité et la sécurité de leurs capitaux". Et, surtout, plus précisément la possibilité pour les sociétés étrangères de rapatrier leurs bénéfices comme auparavant.

Cela est clair pour nous. Cela veut dire que les capitalistes continueront à vivre sur les profits excroqués à l'exploitation des ouvriers de la MIFERMA, de la SOMIMA et autres. Cela veut dire, par exemple, que les 12 millions de tonnes de minéral de fer seront chaque année exportés à l'étranger sans que pour autant cela change l'économie et le développement du pays. Que les richesses du pays afflueront vers les pays capitalistes. Cela veut dire que les ouvriers des mines de Zouérate continueront à travailler dix à douze heures par jour pour des salaires misérables. Cela veut dire que les travailleurs mauritaniens continueront à venir en France, malgré toutes les difficultés pour échapper à la misère, à la famine causées par la sécheresse.

En plus de cela, Ould Daddah assure la sécurité des intérêts des capitalistes étrangers. Il sera toujours prêt à envoyer son armée et sa police contre les grévistes et les opposants de sa politique.

Les choses ne changeront donc pas fondamentalement et nous, travailleurs, ne nous faisons pas d'illusions sur l'avenir. Il est certain que, dans cette affaire, seuls les privilégiés du régime auront une plus grosse part du gâteau.

Pour nous, le changement sera uniquement le jour où tous les travailleurs et paysans pauvres mauritaniens prendront en main le pouvoir politique pour faire marcher l'économie dans l'intérêt de tous.

SOLIDARITE AVEC LA LIGUE COMMUNISTE !

Le gouvernement français a dissout l'organisation révolutionnaire française Ligue Communiste et a fait arrêter deux de ses dirigeants. Il s'est servi comme prétexte des violences survenues le 21 juin dernier. Ce jour-là, l'organisation fasciste Ordre Nouveau tenait un meeting raciste à Paris, entièrement orienté contre les travailleurs émigrés. Le gouvernement a non seulement autorisé ce meeting, où des abrutis fascistes se livraient à des discours haineux contre les travailleurs émigrés et réclamaient l'interdiction de l'émigration, mais il a envoyé un millier de policiers pour protéger la salle. A la fin de ce meeting, la police avait raccompagné le service d'ordre des fascistes jusqu'à leur local. Et, pendant ce temps-là, d'autres policiers se battaient contre des manifestants qui, indignés par le meeting fasciste, étaient venus pour protester.

La complicité du gouvernement et de la police avec les fascistes était claire. Et ce n'est pas étonnant. Combien de fois nous, travailleurs émigrés, sommes-nous victimes du racisme des policiers ? Nous savons d'expérience que, le 21 juin, les racistes n'étaient pas seulement dans la salle, parmi les fascistes d'Ordre Nouveau, mais aussi dehors, parmi les policiers en uniforme qui protégeaient la salle.

Pour faire croire que, dans cette affaire, le gouvernement était neutre, il a décidé d'interdire en même temps Ordre Nouveau et la Ligue Communiste. Mais, là encore, le gouvernement n'a fait que confirmer son attitude pendant les manifestations du 21 juin ; car, lorsqu'on prétend frapper de la même peine ceux qui s'adonnent à la haine raciste et ceux qui protestent contre, c'est qu'on est, en fait, pour les premiers.

Nous, travailleurs révolutionnaires africains, nous sommes pleinement solidaires des camarades de l'ancienne Ligue Communiste en butte à la répression. Nous nous associons à toutes les initiatives qui ont pour but de réclamer :

- la levée de l'interdiction de la Ligue Communiste ;
- la libération immédiate d'Alain Krivine, de Pierre Rousset et de leurs camarades ;
- l'abrogation de la loi "anti-casseurs".

QUELLE UNITE VEUT « REVOLUTION AFRIQUE » ?

Une discussion est engagée par écrit depuis quelque temps entre "Révolution-Afrique" et l'UATCI à la suite de l'appel public où le premier a invité les "délégués et activistes à se regrouper pour former une coordination contre la répression".

Nous avons développé notre position dans le numéro 3 du "Pouvoir aux travailleurs". "Révolution-Afrique" revient sur la question dans son numéro d'été. Laissons de côté pour l'instant les qualificatifs de myope et de sectaire que nous attribuons généreusement les camarades de "Révolution-Afrique" pour qui, manifestement, tous ceux qui ne partagent pas leur avis sont des sectaires.

Eh bien, nous ne partageons certainement pas les positions de "Révolution-Afrique" sur la question du Comité de coordination des foyers. Nous avons dit qu'un tel Comité, unifiant les principales revendications des résidents des différents foyers, coordonnant leurs luttes, serait un énorme pas de franchi par rapport à la situation actuelle. A condition que ce Comité soit réellement représentatif des foyers en lutte, à condition que les locataires le reconnaissent réellement comme leur, à condition qu'il soit sous leur contrôle constant et démocratique.

D'après l'article de "Révolution-Afrique", il est impossible d'organiser actuellement une telle coordination en raison de la division des foyers, en raison de la démobilisation des résidents.

Si tel est le cas, alors notre devoir n'est pas de mettre en place une coordination bidon qui prétendrait coordonner la lutte des foyers alors qu'il ne représenterait personne et qui se transformerait en champ clos d'affrontements stériles entre militants de divers courants, démoralisant les quelques rares travailleurs qui pourraient y venir. "Révolution-Afrique" parle volontiers et souvent de la nécessité d'"organiser les masses". Alors, il faut s'efforcer de le faire quand elles sont prêtes, faire de la propagande dans ce sens quand elles ne le sont pas, mais non pas se substituer à elles en prenant la place qu'elles devraient occuper.

Les travailleurs ont fait, au niveau d'un certain nombre de foyers, l'expérience de prendre en main eux-mêmes leurs luttes, de s'organiser, d'élire un Comité et des responsables et de soumettre ce Comité et ces responsables à leur contrôle constant. Ces Comités, justement parce qu'ils étaient l'émanation des travailleurs en lutte, ont pu jouer un grand rôle. Sans cela, ils n'auraient été que de petits groupes de militants ou d'activistes sans influence, sans force et sans prise sur la réalité. Un poisson hors de l'eau n'est pas longtemps un poisson vivant. Et voilà que "Révolution-Afrique" prétend que son poisson peut se passer d'eau !

Il faut que le Comité de coordination des foyers soit la même chose par rapport à l'ensemble des foyers en lutte que ce que furent les Comités de certains foyers particulièrement combattifs.

Et, nous le répétons, créer artificiellement un Comité de coordination de la lutte des foyers est, dans le meilleur des cas, pêcher par impatience, au pire, c'est une escroquerie. Et, dans tous les cas, c'est tromper les travailleurs combattifs que de prétendre qu'ils ont un Comité de coordination alors qu'ils n'y en a pas en réalité.

Pourquoi l'UATCI ne veut-elle pas au moins d'un Comité regroupant "l'avant-garde dispersée" pour "informer les masses des travailleurs, dénoncer les diviseurs les mouchards, les flics d'ambassade, organiser la solidarité entre luttes différentes, expliquer à la masse comment s'organiser et se défendre" etc., nous demande "Révolution-Afrique" ?

Mais pourquoi donc les camarades de "Révolution-Afrique" tournent-ils autour du problème comme le chat autour du plat brûlant ? Car que veulent-ils exactement ? S'ils veulent l'unité d'action sur des points précis — lutte contre la répression, contre les mouchards, etc. —, ou pour favoriser l'unité d'action des travailleurs, nous sommes d'accord et nous l'avons dit. Pas seulement pour le faire avec les seuls camarades de "Révolution-Afrique", comme ils le prétendent faussement, mais avec tous ceux qui veulent s'engager dans l'action, du moment que celle-ci va dans le sens des intérêts des travailleurs.

Mais il ressort de l'article — quoique avec toujours la même absence de clarté et de précision — que ce n'est pas seulement cela que "Révolution-Afrique" veut. Dans son esprit, c'est la construction même de l'organisation révolutionnaire dont les travailleurs africains ont un si cruel besoin qui passe par la création de Comités regroupant des "activistes", ainsi que des militants politiques de toutes tendances. Et il ajoute : "(...) La tâche, c'est d'unir la masse des activistes combattifs dans un courant qui prépare les luttes de demain. Nous ne nous unissons que dans les tâches pratiques."

C'est là justement que le bât blesse. Les "tâches pratiques" ne suffisent pas pour cimenter l'unité du futur parti révolutionnaire des travailleurs africains qui reste à construire. Lorsqu'on veut construire quoi que ce soit, il faut tout de même avoir une idée de ce qu'on veut construire. On ne s'y prend pas de la même manière pour construire une hutte que pour construire un gratte-ciel. Que dirait-on d'un maçon qui répèterait : "Faisons d'abord les tâches pratiques, mettons pierre sur pierre, on verra bien ce que cela va donner" ? On dirait que c'est un incapable, et on aurait raison.

Les travailleurs révolutionnaires ne peuvent construire une organisation révolutionnaire communiste sans un programme, qui est aux révolutionnaires ce qu'est le plan au maçon. Chaque courant qui existe parmi les travailleurs africains en a un, plus ou moins clairement exprimé certes, mais parfaitement existant. Pour ne citer que cet exemple-là, certains courants prétendent que les travailleurs doivent se fondre dans des Fronts nationaux regroupant ouvriers, paysans, intellectuels, bourgeois progressistes, d'autres — dont nous sommés — affirment que les travailleurs doivent se donner une organisation de classe et veiller scrupuleusement à son indépendance. Les uns prennent pour modèle la guerre d'indépendance de l'Algérie, les autres la révolution des travailleurs russes de 1917.

Ces divergences-là sont très importantes, vitales même, pour l'avenir du mouvement ouvrier en Afrique. Or, ce que propose "Révolution-Afrique" revient en fin de compte à les dissimuler ; à faire en sorte que les divers courants présents parmi les travailleurs africains se cachent sous une étiquette unique et inodore de "Comité unifié". "Révolution-Afrique" est donc si peu sûr de ses idées qu'il ne veut pas les défendre comme siennes, ouvertement, devant tous les travailleurs, et cela, sur toutes les questions importantes, qu'il s'agisse de la situation en Afrique ou ici en France ?

Quel serait donc le programme de ces Comités censés regrouper, comme "Révolution-Afrique" le veut, toute l'avant-garde, tous les activistes ? Aucun ? C'est stupide, ce serait un recul, si toutefois de tels Comités pouvaient durer ; mais, de toute façon, ils ne dureraient pas. Ou alors, "Révolution-Afrique" pense pouvoir les imprégner de son propre programme. Mais alors, pourquoi ne le ferait-il pas honnêtement et dans la clarté, en appelant l'avant-garde à se regrouper dans des Comités "Révolution-Afrique" ? Ce serait parfaitement son droit de le faire et, au moins, là les choses seraient claires.

Alors, nous ne pouvons que répéter notre position sur cette question : plus clairement les différents courants interviennent devant les travailleurs, plus ouvertement, plus honnêtement ils défendent leur programme, leurs idées, mieux cela vaut dans l'intérêt de la classe ouvrière et dans l'intérêt de la construction d'un parti révolutionnaire du prolétariat africain. La confusion dans les idées et dans les programmes a toujours servi l'ennemi de classe. Les travailleurs ont le droit de connaître les positions des uns et des autres et pas seulement des positions mi-chèvre, mi-choux, résultats de laborieux compromis entre tendances et édités par des Comités confus. Pour notre part, nous

les faisons connaître régulièrement, aussi bien par "le Pouvoir aux travailleurs" que tous les quinze jours par le Taballé. Plus fréquemment et plus largement "Révolution-Afrique" le ferait de son côté, mieux cela serait et, à ce moment-là, le problème d'informer les travailleurs qui préoccupe tellement les camarades de "Révolution-Afrique" se poserait dans des termes plus favorables.

Et cette apparition politique claire des uns et des autres n'empêche nullement l'unité d'action. Nous pouvons ne pas être d'accord sur bien des questions, le dire publiquement, et nous unir quand même dans l'action lorsque l'intérêt des travailleurs l'exige. C'est cela ne pas être sectaire. Et nous sommes profondément convaincus de ne pas l'être, quoi que puisse en dire le titre de l'article de "Révolution-Afrique".

oOo

UN EXEMPLE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS

Les ouvriers de chez Lip, en grève depuis quelque temps parce que le patron a décidé de licencier et de fermer toute l'usine, ont entrepris une forme d'action remarquable. Ils ont décidé de faire marcher la production et de vendre les montres pour se payer eux-mêmes les salaires refusés par le patron.

En effet, tout au long de la grève avec occupation de l'usine, les travailleurs ont montré leur détermination. Malgré la pression du gouvernement ou de ses représentants, ils ont tenu le coup, ils ont manifesté dans les rues de Besançon pour appeler à la solidarité de la population.

Et comme la direction n'a pas du tout cédé à leurs revendications — réouverture de l'usine, pas de licenciement, paiements des salaires —, les travailleurs ont entrepris de produire et de vendre les montres pour leur propre compte.

Tous les actionnaires de la société avec tous les bourgeois et le gouvernement crient au vol pour cette atteinte à la propriété privée. En réalité, qui est le voleur dans cette société ? Qui est-ce qui s'enrichit grâce aux profits réalisés sur l'exploitation des travailleurs ? C'est bien les patrons.

Les travailleurs de chez Lip ont eu bien raison de faire marcher la production et de récupérer de la vente des montres ce qui leur est dû. Par là, ils ont montré qu'ils n'ont pas besoin d'un patron, qu'ils sont capables de gérer l'entreprise dans laquelle ils travaillent. C'est pourquoi d'ailleurs ils ont eu la sympathie de toute la population de Besançon et de tous les travailleurs. Du fait que les travailleurs n'ont pas eu besoin de leur patron, leur action dépasse la limite de l'usine Lip. Elle indique la voie à tous les travailleurs. Les travailleurs peuvent et doivent prendre leurs affaires en main, déposséder les capitalistes et prendre sous leur contrôle les entreprises.

Bien sûr, et c'est là l'autre leçon de ce qui se passe chez Lip, il ne suffit pas de contrôler une seule entreprise pour libérer les travailleurs, ne serait-ce que ceux de cette entreprise-là. Les ouvriers de chez Lip se sont heurtés dès le début de leur mouvement aux flics, à l'administration préfectorale, en un mot à l'Etat de la bourgeoisie. Par ailleurs, la bourgeoisie a bien des possibilités d'étouffer une usine gérée par les ouvriers, même sans faire intervenir la police, en n'accordant pas de crédits par exemple. Et puis les montres doivent se vendre, leur production — et donc les revenus des ouvriers — dépend des dures lois du marché capitaliste.

Ce n'est donc pas dans une seule usine que les travailleurs doivent déposséder les bourgeois, c'est dans toutes ; et ils ne peuvent le faire que s'ils s'organisent, s'ils s'arment pour le faire afin de détruire l'Etat des bourgeois.

Nous sommes pleinement solidaires des travailleurs de chez Lip en lutte. Quelle que soit l'issue de leur combat, ils ont montré que, pour les travailleurs, il vaut toujours mieux lutter et s'organiser que se résigner. Et c'est un exemple qui est valable pour tous les travailleurs, ici en France comme en Afrique.

COMBATTONS POUR NOS DROITS

Il y a deux sortes de discriminations envers les travailleurs africains en France — comme d'ailleurs envers les travailleurs émigrés en général.

Il y a d'abord les discriminations officielles, celles qui sont inscrites dans les lois. Légalement, nous ne bénéficions pas des droits politiques, légalement encore nous ne bénéficions pas de toute une série d'acquis que nos camarades, les travailleurs français, ont réussi à imposer aux bourgeois, souvent au prix de longues luttes. Les bourgeois considèrent les travailleurs comme des animaux, tout juste bons pour travailler, pour créer du profit pour leur patron, et qui, lorsqu'ils ont fini leur travail, ne doivent pas s'occuper d'autre chose que d'aller dormir pour pouvoir bien travailler le lendemain.

Les travailleurs français ont dû se battre dans le passé très longtemps pour que les capitalistes leur reconnaissent quelques droits. Ces droits, les capitalistes nous les refusent, sous prétexte que nous sommes nés à l'extérieur des frontières, alors que nous sommes bel et bien exploités ici. C'est un devoir pour toutes les organisations de travailleurs que de réclamer la fin de toute discrimination légale et l'égalité complète des droits entre tous les travailleurs.

Mais, en dehors de la discrimination officielle, il en existe une multitude d'autres. La plupart des capitalistes nous refusent même ce à quoi nous avons droit. Ils le font parfois ouvertement, en pensant que nous n'oserons pas protester. Souvent, ils se contentent simplement de nous ignorer. Les exemples sont légions. Combien y a-t-il de camarades, dans diverses entreprises, qui avaient, par exemple, demandé, il y a parfois des années déjà, de pouvoir bénéficier de la formation professionnelle — qui est reconnue à tous, indépendamment de la nationalité — et dont la demande dort depuis dans les tiroirs ? Combien de camarades se sont vu déjà refuser certains postes, combien touchent un salaire moindre en faisant le même travail ? Combien sont obligés de travailler sans feuille de paye, sans Sécurité sociale ? Dans combien d'entreprises on nous refuse un droit aussi élémentaire que celui de prendre un mois de congés sans solde, en plus du congé normal, pour pouvoir rentrer au pays ? Certes, ce droit minime n'est pas reconnu par la loi, mais il est accordé dans un certain nombre d'entreprises.

Nous ne devons pas nous laisser abuser et il ne faut pas que les patrons puissent compter sur notre passivité. Parfois, il suffit que nous nous organisions dans une entreprise, que nous prenions l'initiative de mettre nos revendications en ordre, que nous fassions pression sur les syndicats, qui, sans cette pression, nous oublient si facilement, pour que nous obtenions satisfaction sur certaines revendications ou pour mettre fin à certains abus trop criants. C'est ainsi que des camarades d'une entreprise de la banlieue sud ont réussi récemment, en se mobilisant et en poussant les syndicats à défendre leurs revendications, à imposer le droit au mois de congés sans solde, ainsi que le réexamen de la formation professionnelle.

Bien sûr, ce n'est là qu'une petite goutte d'acquisition à côté de la mer d'injustice qui nous accable et, bien sûr encore, pour les grandes revendications, il faut des grands moyens, de grandes luttes et pas seulement des travailleurs africains, mais de tous les travailleurs ensemble. Mais même les grandes luttes, nous ne pourrions les mener efficacement que si nous sommes organisés, si nous nous intéressons à nos affaires, si nous ne nous taisons pas, en un mot si nous ne sommes ni résignés ni passifs.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge ; qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas ; qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmanes, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'acomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples et pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le lui prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner eux-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'ils puissent eux-mêmes partir à la conquête du pouvoir.